



DOSSIER

Guerras civiles, violencias y construcción del Estado. *Civil Wars, Violences and State Building*

**DE LA GUERRE MONDIALE A LA
GUERRE CIVILE. L'OCCUPATION
AUSTRO-ALLEMANDE DE
L'UKRAINE EN 1918**

Thomas Chopard

CERCEC/EHESS
chopard@ehess.fr

**LA GUERRA MUNDIAL A LA GUERRA
CIVIL. LA OCUPACIÓN AUSTRO-
ALEMANA DE UCRANIA EN 1918**

**FROM WORLD WAR TO CIVIL
WAR. THE GERMAN-AUSTRIAN
OCUPATION OF UCRANIA IN 1918**

Recibido: 08/11/2014. Aceptado: 17/12/2014

Cómo citar este artículo/Citation:

Chopard, Thomas (2015). De la guerre mondiale à la guerre civile. L'occupation austro-allemande de l'Ukraine en 1918, *Hispania Nova*, 13, págs. 218-231, en <http://www.uc3m.es/hispanianova>

Copyright: © HISPANIA NOVA es una revista debidamente registrada, con ISSN 1138-7319 y Depósito Legal M 9472-1998. Los textos publicados en esta revista están –si no se indica lo contrario– bajo una licencia [Reconocimiento-Sin obras derivadas 3.0 España](http://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es) de Creative Commons. Puede copiarlos, distribuirlos y comunicarlos públicamente siempre que cite su autor y la revista y la institución que los publica y no haga con ellos obras derivadas. La licencia completa se puede consultar en: <http://creativecommons.org/licenses/by-nd/3.0/es/deed.es>

Resumen: La Primera Guerra Mundial no acabó en Europa del Este en 1917. Después del tratado de Brest-Litovsk, Ucrania fue ocupada hasta noviembre de 1918. Este artículo muestra en qué medida aquel periodo desempeñó un papel fundamental en la "brutalización" del cuerpo social ucraniano, un fenómeno que se estructura en torno a tres lógicas: la violencia de la ocupación y las requisiciones que deslegitimaron al Estado en este territorio; la estrategia de pacificación brutal y los conflictos sociales, en particular en el mundo rural; la creación de un enemigo interno que desembocó en la estigmatización de las poblaciones judías de Ucrania.

Palabras clave: Ucrania, Ocupación, Primera Guerra Mundial, Guerra civil, antisemitismo.

Abstract: First World War did not stop in Eastern Europe after 1917. Following the Brest-Litovsk Treaty, Ukraine was occupied until November, 11th 1918. This article shows how this period participated in the brutalization of the Ukrainian social body, through three logics: violent occupation and politics of requisition that finished that delegitimation of State in the region; a brutal pacification of political and social conflicts, essentially in the countryside; and the search of an internal enemy, that stigmatized the Ukrainian Jewish populations.

Keywords: Ukraine, Occupation, First World War, Civil War, Anti-Semitism, Brutalization.

En 1918, tandis que la Première Guerre mondiale entrait dans sa cinquième année de conflit, les tentatives de paix entreprises par le pouvoir soviétique issu de la révolution n'avaient pas pour autant signifié le dépôt des armes et la fin des violences dans l'ancien Empire russe. Le traité de Brest-Litovsk, signé le 3 mars 1918 par les empires allemands et austro-hongrois, la Russie soviétique et l'Ukraine indépendante, entraîna l'occupation des régions occidentales de l'ancienne Russie impériale, correspondant aux pays baltes, à la Pologne, l'Ukraine et la Biélorussie occidentale actuels. Près du quart de l'ancienne population russe eut ainsi à subir une occupation militaire brutale à laquelle seule le retrait des armées des empires centraux mit fin à partir du 11 novembre. Ces mois d'occupation s'imbriquèrent dans une guerre civile dont l'Ukraine avait déjà eu à subir les premiers feux en janvier 1918, et qui opposait de nombreuses forces militaires et sociales : armées rouges, favorables à un pouvoir soviétique, armées nationalistes ukrainiennes, armées blanches nationalistes russes opposées à une sécession de l'Ukraine, et armées insurgées paysannes. Mais l'occupation austro-allemande marqua le basculement entre une opposition politique poussée à l'extrême et accompagnée de heurts armés, et une guerre civile intransigeante, où la mobilisation totale de la société s'accompagna de tentatives tous azimuts de contrôle et de purification du corps social.

L'Ukraine passa ainsi d'une mobilisation dans le cadre d'une guerre totale marquée par des antagonismes nationaux et patriotiques radicalisés, à une guerre entre voisins. Malgré une certaine archaïsation des combats dus à une rapide dégradation de l'industrie de guerre et de l'économie en général, la guerre civile en Ukraine se distingue par une réutilisation de l'arsenal forgé pendant la Grande Guerre, avec un degré de violence immédiatement élevé, notamment dans l'encadrement des civils. Nicolas Werth a notamment souligné comment cette perspective avait été mûrie par les bolcheviques, au premier rang desquels Lénine, dont la tactique visait explicitement dès 1914 à « la transformation de la guerre en guerre civile »¹. Ce basculement avait été marqué par la réutilisation des organes étatiques de la Première Guerre mondiale au profit d'une mobilisation totale de la société en vue de la guerre civile et d'une propagation de la révolution au-delà des frontières de la Russie soviétique.

La violence de la guerre ne s'est toutefois pas déployée seulement du haut de l'Etat. Les années 1917-1922 sont marquées par une crise et une vacance de l'autorité presque généralisée, et entretenue par la mouvance des fronts militaires, qui voient par exemple Kiev changer de mains une quinzaine de fois en quelques années, alternant pouvoirs bolchevique et antibolcheviques, austro-allemand ou polonais. Le basculement vers la guerre civile fut aussi un phénomène d'éviction de l'Etat du contrôle de la guerre au profit d'une violence endémique et autonome.

Celle-ci peut s'envisager sous trois angles. Elle est due en particulier à une délégitimation de l'Etat en raison des exigences des armées d'occupation et de leurs politiques de prédation généralisée, notamment dans les campagnes. Les résistances provoquées chez les paysans conduisent à une escalade de la violence des affrontements et fourbissent ainsi les armes de la guerre civile en instaurant une disposition durable à des conflits armés pour s'opposer à l'Etat. La transition entre la guerre mondiale et la guerre civile peut ainsi être appréhendée sous ce deuxième aspect d'une greffe des

¹ Nicolas WERTH, "L'ex-Empire russe 1918-1921 : les mutations d'une guerre prolongée", Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Christophe PROCHASSON, *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008, pp.285-306 (cit. p.286).

techniques de guerre modernes sur les conflits politiques et sociaux. Ces derniers, avivés par la révolution en 1917, préexistaient à l'occupation ; mais la présence des occupants est venue radicaliser des tensions proprement ukrainiennes. Un dernier aspect, enfin, peut servir de révélateur au déplacement des logiques de guerre moderne vers un conflit interne : le rapport aux traîtres et plus généralement aux éléments du corps social récalcitrants à une mobilisation totale, qui sera ici notamment envisagée à travers le cas des populations juives. Les exigences sécuritaires des armées austro-allemandes ont ainsi participé d'un phénomène plus global de stigmatisation des minorités juives d'Ukraine, qui débouchèrent en 1919 sur une vague de violences antisémites sans précédent dans la région et seulement surpassée en intensité par la Shoah.

I. UNE POLITIQUE BRUTALE D'OCCUPATION ET DE PILLAGE

L'Ukraine indépendante, détachée depuis peu de Moscou, a fait appel à l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie afin de se protéger des velléités russes manifestées au cours d'une première offensive visant à propager le pouvoir soviétique en janvier 1918. Mais le rapport entre l'Ukraine et les Empires centraux est d'emblée asymétrique. Pour le représentant allemand du Ministère des Affaires étrangères en Ukraine, le baron Mumm, l'Ukraine indépendante est une fiction utile, tant qu'elle sert les intérêts des occupants². Ces derniers vont peser très tôt sur l'Etat ukrainien indépendant, imposant à sa tête le 29 avril 1918, contre des républicains indépendantistes jugés trop subversifs et indociles, le général conservateur Skoropadsky, lequel est élevé au rang de chef cosaque traditionnel d'hetman.

1) Les échecs de la politique de Brest-Litovsk

Pour les puissances centrales en guerre, l'occupation de l'Europe orientale suite au Traité de Brest-Litovsk le 3 mars 1918 constitue une opportunité. L'urgence de populations affamées par le blocus et le mythe d'une Ukraine intarissable en ressources ouvrent sur une politique de pillage de grande ampleur. Le projet de livraisons de produits agricoles et miniers est inscrit au cœur des traités de mars 1918 entre l'Ukraine et les pays occupants. Les quotas établis prévoient de délivrer soixante millions de pouds³ de grains échelonnés sur plusieurs mois, plusieurs millions d'œufs, de tonnes de viande et de bois, et des produits manufacturés. Un accord est tout particulièrement dédié aux ressources minières et plus généralement à tout ce qui intéresse l'industrie d'armement de guerre⁴. Dans une lettre, le représentant allemand à Brest-Litovsk s'empresse de rassurer ses supérieurs quant à l'attitude envers l'Ukraine et à la politique d'occupation envisagée : « Pain et fourrage sont vitaux. Nous faisons face à un combat sérieux et décisif à l'ouest, et, par conséquent, aucune considération diplomatique relatives à nos futures relations avec l'Ukraine ne devrait influencer notre cours. Si nous n'avons pas le choix, nous prendrons par la force ce dont nous avons besoin pour notre vie et notre combat »⁵.

D'emblée, les fortes pressions économiques entraînent un encadrement brutal de l'agriculture et des saisies. Deux ordres d'avril 1918, dans les premiers jours de l'occupation, annoncent une

² *Krakh germanskoi okkupatsii na Ukraine (po dokumentam okkupantov)*, Moscou, Gosudarstvennoe izdatelstvo, 1936, p.65.

³ Ancienne mesure russe, un poud fait 16,38 kg.

⁴ *Texts of the Ukraine « Peace » with maps*, Washington, Government printing office, 1918, pp.143-149, 157-158.

⁵ *Krakh germanskoi okkupatsii, op. cit.*, p.25.

répression sans concession en cas de problème. Le premier tend à sacraliser les récoltes et à en faire un enjeu élevé : « Quiconque tentera de saccager ou de détruire les moissons sera sévèrement puni ». En pleine révolution, le second tente de rétablir « l'ordre public », interdisant toute manifestation publique et créant des tribunaux d'exception afin de juger « toute personne considérée coupable de violer l'ordre public et tous les criminels à l'encontre des troupes allemandes et de leurs alliés »⁶. A l'opposé du chaos introduit par 1917, les autorités d'occupation articulent en effet rétablissement de « l'ordre public dans les campagnes et le début des relations commerciales »⁷.

Mais cette politique de ponction concertée avec un Etat ukrainien vassalisé, s'avère d'emblée un échec pour les occupants. A peine l'Ukraine occupée, les villes commencent déjà à connaître des disettes sévères et des problèmes de ravitaillement autour⁸. Et les armées d'occupation, venue ponctionner des richesses sur place, sont incapables pour certaines de seulement vivre sur la population locale. Pendant toute l'occupation de 1918, les paysans sont *de facto* réticents à céder une partie de leurs récoltes aux Austro-Allemands⁹. La paysannerie accroît des pratiques de résistances passives déjà inaugurées en 1916 avec les premières réquisitions opérées par le pouvoir tsariste. Soucieuse de ne pas se faire déposséder de sa production, elle en limite les surplus – phénomène accentué à mesure des mois par l'absence répétée des hommes et la détérioration du matériel agricole. Afin de prendre de court les responsables locaux, elle moissonne prématurément les champs, notamment de betteraves sucrières. S'ajoute à cela, début 1918, une réticence à organiser les travaux de printemps, indispensables à la pérennité de l'agriculture locale et à la production de denrées suffisantes pour assurer la soudure entre les deux récoltes¹⁰.

2) A défaut du Droit, la force

Sous la pression économique du centre, les troupes stationnées en Ukraine optent pour un durcissement de leur politique de ponction des denrées alimentaires, envisageable sous deux aspects. Face à la raréfaction des produits agricoles, elles entreprennent de vastes réquisitions qui confinent rapidement au pillage ; et pour contrer les réticences des populations, elles encadrent de plus en plus brutalement les travaux des champs. Une série de mesures est prise au début de l'été, à l'approche des grandes moissons.

Le 11 juin, « il a été décrété qu'il était interdit d'aller aux moissons sans autorisation, d'utiliser les faucilles ou les faux et que les deux tiers des stocks de céréales devaient être remis aux Allemands. Tous les citoyens jusqu'à 40 ans inclus ont été enregistrés. Dans les villages – des gendarmes allemands »¹¹. Le 8 juillet, des mesures plus radicales encore sont prises, à la faveur d'une « loi

⁶ Xenia Joukoff EUDIN, « The German Occupation of the Ukraine in 1918 », *Russian Review*, vol.1, n°1, novembre 1941, pp.90-105.

⁷ Mark von HAGEN, « The German Occupation of Ukraine 1918 », in *War in a European Borderland. Occupations and Occupation Plans in Galicia and Ukraine, 1914-1918*, Seattle, University of Washington Press, 2007, p.88.

⁸ Archives centrales d'Etat des organes suprêmes de pouvoir et de gouvernement d'Ukraine, fond 1793, *Staroste du Gubernia de Podolie* (TsDAVO 1793/1/149/60) ; *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, 17/04/1918.

⁹ *Agence des Balkans et d'Orient. Bulletin*, 22/06/1918.

¹⁰ TsDAVO 1793/1/149/60 ; Archives du Ministère des Affaires étrangères (AMAE), série URSS, 117PCOM/661/105-107.

¹¹ *Dokumenty o nemetskikh zverstvakh v 1914-1918 gg.*, Moscou, Gospolitizdat, 1942, p.69. Ce précieux recueil de

temporaire sur les mesures de lutte contre les perturbations de l'agriculture »¹². Dans les circulaires y faisant référence, la loi induit « la nécessité d'assurer la mise en œuvre en temps opportun des travaux agricoles et de libérer l'Ukraine de la famine et de la faim, liées aux conditions d'anarchie et de chaos économique en Ukraine »¹³.

Dans l'esprit, la loi n'envisage pas officiellement de politique massive de réquisitions au détriment de la population ukrainienne. Il s'agit encore seulement de viser les surplus et surtout de rétablir le monopole de l'Etat sur les grains et plus généralement le contrôle centralisé de l'agriculture. Ce projet s'articule aussi à la réaffirmation de prix fixes pour les produits agricoles, contre les dispositions prises par le gouvernement provisoire et les espoirs paysans de voir le libre-échange favoriser un rééquilibrage entre produits agricoles (peu chers) et produits manufacturés devenus rares et hors de prix¹⁴. L'Etat souhaite devenir le principal, sinon l'unique partenaire commercial des paysans. Une politique de prix préférentiels sur les biens manufacturés ou raffinés est même mise en place pour les attirer. Mais entre le peu de biens à disposition de l'Etat et les réticences des paysans, la conciliation est un échec.

Le gouvernement fait donc passer une loi relative au « transfert des récoltes sous la garde de l'Etat » le 15 juillet 1918, qui ne fait qu'officialiser les pratiques introduites par les mesures du début de l'été : réquisitions de tous les stocks disponibles et répression de toute résistance, même minime. Dans les faits, dès le début de l'été, les saisies s'opèrent en effet ainsi :

*Les bons chevaux ont été sélectionnés et remplacés par des mauvais ; par endroit, les soldats allemands volent ; les paysans sont partout en colère et résistent souvent. [...] Les Allemands prennent durement à la population ses produits agricoles et son bétail. Pour cette raison, dans le district de Iastrebinovsk, des paysans ont tué des soldats allemands. [...] En raison des réquisitions accrues de produits agricoles et de bétail, les affrontements sont de plus en plus nombreux entre les troupes allemandes et la population.*¹⁵

Les réquisitions sont supposées laisser systématiquement une trace, une attestation. Mais la pression mise sur les fonctionnaires locaux et l'intrusion des soldats en armes laisse la place, dans les faits, à l'arbitraire et à la violence¹⁶.

Le 15 juillet s'amorce donc une nouvelle phase dans la politique d'occupation austro-allemande, débarrassée des atours du partenariat au profit de saisies systématiques d'ampleur. L'Etat étend dans le même temps son monopole aux cheptels et plus généralement à la revente de biens alimentaires liés aux animaux, y compris les produits laitiers. Une nouvelle loi sanctionne leur commerce, taxé de

documents, dont il est souvent fait usage ici, constitué en pleine Seconde Guerre mondiale dans le but de mobiliser l'opinion soviétique en lui rappelant la violence des occupations allemandes passées, est essentiellement tiré d'archives du NKVD russe (Archives d'Etat de la Fédération de Russie (GARF), fond R-393) renseignant la situation interne en Ukraine.

¹² Vitalii LOZOVII, "Prodovoltche stanoviche v Ukraïni v period getmanatu : politika vladi i reaktsiia selianstva (1918 rik)", in *Studii z istorii ukraïnskoi revoliutsii 1917-1921 rokiv*, Kiev, Institut istorii Ukraïni NAN Ukraïni, 2011, pp.191-192.

¹³ TsDAVO 1793/1/3/36.

¹⁴ TsDAVO 1793/1/149/114, Ordonnance du 27/05/1918.

¹⁵ *Dokumenty o nemetskikh zverstvakh*, op. cit., p.69.

¹⁶ Vitalii LOZOVII, "Prodovoltche stanoviche v Ukraïni v period getmanatu", op. cit., p.190.

spéculation. L'administration ukrainienne du Hetman met même en place des « commissions de lutte contre la spéculation », avant même que la police politique soviétique en Ukraine ne reprenne en partie cet intitulé en 1919. Malgré ces dispositions inédites en Ukraine, les paysans continuent à favoriser le marché privé, considérés les prix dérisoires offerts par les occupants qui n'aperçoivent qu'une portion infime des denrées tant convoitées¹⁷.

En quelques mois, les empires centraux sont donc passés du statut de partenaire fort peu avantageux pour l'Ukraine à celui d'Etat prédateur et antagoniste, porteur d'une violence omniprésente et arbitraire. En se mettant à dos la paysannerie par une politique agressive, ils ont participé d'une délégitimation de l'Etat et de son intrusion dans la vie économique en temps de guerre, ouvrant la voie à une vacance du pouvoir au cœur des logiques de guerre civile. Le désaveu de l'Etat ne se porte pas seulement sur des gouvernements étrangers. Le maintien d'une fiction d'Etat ukrainien indépendant et l'appui des troupes d'occupation sur des responsables et des bataillons locaux incluent le gouvernement ukrainien formellement indépendant. Les tentatives maladroites de rétablir les anciens propriétaires terriens dans leurs droits et de favoriser les grands domaines, plus aisés à mobiliser dans l'effort de guerre achèvent de le discréditer auprès des paysans et de l'assimiler à une puissance sinon étrangère nationalement, étrangère aux intérêts de la paysannerie, essentiellement focalisés sur un juste partage des terres et la pleine possession des récoltes.

Fin 1918, les difficultés d'approvisionnement sont telles que les dispositions légales sont définitivement abandonnées au profit d'un pillage généralisé de tous les stocks, y compris des semailles. Les forces d'occupation sont aux abois et n'envisagent plus qu'une gestion à très court terme. Partout, la situation alimentaire est critique. Dans la région occidentale de Podolie, la récolte de 1918 ne correspond qu'à 70% de celle, déjà piteuse, de 1917¹⁸. Arrivé dans un pays rêvé en grenier à blé, les occupants de 1918 quittent une Ukraine au bord de la crise alimentaire et où l'Etat est incapable de mobiliser. L'attente est immense, mais la réticence des paysans ukrainiens conduit à des résultats décevants : moins de 10% des prévisions de grains réquisitionnés sont remplies en 1918¹⁹.

II. VERS LA GUERRE CIVILE

Il est toutefois impossible de mettre au compte de la seule occupation austro-allemande de 1918 l'effondrement de l'Etat et de ses prérogatives en Ukraine. La révolution de 1917 avait sonné le rejet de toutes les formes d'autorité traditionnelles, au premier rang desquelles la hiérarchie et la discipline militaire, cardinales dans une société en guerre et où l'armée assurait une large part du corps de l'Etat et de la mobilisation de l'industrie. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie furent ainsi confrontées à un phénomène qu'elles étaient incapables d'endiguer et ne parvinrent pas plus que le gouvernement provisoire russe de 1917 à mobiliser efficacement les provinces d'Ukraine. La différence entre 1917 et 1918, entre un pouvoir autochtone et une autorité d'occupation, tient dans la réponse apportée à cette impéritie. Il fallait au premier s'allier au moins une partie de la population afin de refonder une nouvelle société ; la seconde s'orienta immédiatement vers la force et ne dévia pas de cette voie. Jugée illégitime

¹⁷ *Ibidem*, pp.192-193.

¹⁸ *Ibidem*, pp.194-195.

¹⁹ Ottokar Von CZERNIN, *In the World War*, Londres, Casselard, 1919, p.255-257 ; Oleh FEDYSHYN, *Germany's Drive to the East and the Ukrainian Revolution, 1917-1918*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1971, pp.189-190.

et arbitraire, la violence de l'occupation permet ainsi l'épanouissement en symétrie d'une résistance armée et populaire.

1) Militarisation des tensions

L'engrenage, menant des ponctions jugées illégitimes, aux résistances passives et aux réquisitions conduisit à une violence omniprésente dans les campagnes après seulement quelques semaines d'occupation. Mais cette expansion de la violence fut aussi portée par la percée des autorités militaires d'occupation dans toutes les dimensions du quotidien. Les cours martiales d'exception furent instaurées comme seul outil de gestion de tous les problèmes rencontrés par les occupants, y compris la criminalité banale, à rebours des demandes des autorités ukrainiennes nationales²⁰.

Le prisme militaire et ses exigences sécuritaires servent alors à interpréter tous les remous du corps social. Une proclamation du commandant de Kharkov, la grande ville industrielle de l'est témoigne de l'attente d'une mobilisation de la société ukrainienne comparable à celle exigée aux populations allemandes ou autrichiennes, tout en imposant un régime de pillage et de répression : « Des éléments antipatriotiques en Ukraine tentent de détruire la loi et l'ordre du pays en incitant la population à faire grève et à brouiller les communications »²¹. Sont par là même interdit tout rassemblement dans les rues et les espaces publics, avec menace d'emprisonnement et de travaux forcés pour les contrevenants et la peine capitale pour les instigateurs.

Le travail contraint constitue en effet une des dimensions importantes de cet encadrement militaire de la société et de l'attente d'une docilité et d'un investissement important des populations dans l'effort de guerre. Les lois de juillet 1918, faisant pression sur les responsables locaux, avaient de fait encouragé l'imposition du travail à des paysans peu enthousiastes, facilitée par leur enregistrement systématique et un système de quotas à remplir. Le travail forcé et la coercition sont aussi la solution de facilité empruntée par les occupants pour transporter les denrées alimentaires, dans un contexte de pénurie des transports et de grèves répétées²². Dans la ville russe de Rostov-sur-le-Don, proche de l'Ukraine et sur la Mer Noire, le commandant de la ville pousse cette logique jusqu'à émettre un ordre de réquisition de tous les hommes entre 25 et 65 ans pour le travail²³. La conscription pour le travail touche aussi les femmes, dans l'est de l'Ukraine où certaines sont parfois saisies sans sommation en parallèle des réquisitions : « Afin de mettre en place la conscription du travail des femmes, les Gardes blancs allemands entrent par effraction dans les maisons et prennent de force tous les jeunes femmes âgées de plus de 16 ans »²⁴. Plus encore qu'un pays à piller, l'Ukraine apparaît comme un réservoir de main d'œuvre susceptible d'être asservie pour les seuls intérêts austro-allemands.

2) Actions punitives et pacification

La militarisation de la gestion des populations et l'application de cadres de mobilisation en temps de guerre exigés par les militaires à leurs pays d'origine et non aux occupés, conduisent les autorités à assimiler toute forme de résistance à une opposition armée susceptible d'ébranler

²⁰ Xenia Joukoff EUDIN, "The German Occupation of the Ukraine in 1918", *art. cit.*, pp.94-95.

²¹ *Ibidem*, p.102.

²² *Dokumenty o nemetskikh zverstvakh, op. cit.*, p.62.

²³ *Ibidem*, p.68.

²⁴ *Ibidem*, p.73.

l'occupation de toute l'Ukraine. La recherche d'armes prétendument cachées s'articule ainsi souvent aux réquisitions et assimile ainsi la population peu encline à ravitailler les occupants à autant de francs-tireurs susceptibles de s'insurger. Les résistances paysannes, notamment, se développent dès le début de l'occupation, mais s'apparentent initialement à des émeutes plus qu'à une insurrection armée²⁵. Celles-ci visent essentiellement les bataillons de réquisition à leur arrivée, les officiels et les responsables locaux, avec un répertoire d'action traditionnel dans les soulèvements paysans. Innombrables en 1917, ils perpétuent le rejet de l'Etat intrusif dans sa politique de mobilisation totale de la société initié par la révolution. Dans la région de Kharkov, un rapport du 31 mars évoque par exemple le fait que des « paysans locaux, armés de fourches et de bâtons, ont encerclé la patrouille de cavalerie allemande » avant de tuer tous les soldats qui la composaient²⁶.

La violence des résistances paysannes ne tient pas uniquement à l'intrusion brutale des occupants dans la vie des campagnes. Comme l'évoque Mikhaïl Boulgakov dans une page de son roman *La Garde blanche* :

*Il y avait des dizaines de milliers de gens qui rentraient de la guerre et savaient tenir un fusil...
[...]*

*Des centaines de milliers de fusils enterrés, cachés dans les granges et les celliers et non rendus en dépit des jugements sommaires et des tribunaux expéditifs des Allemands, en dépit des baguettes de fusil et des tirs de shrapnells, des millions de cartouches enfouies sous la terre en question, des fusils de 7,66 dans un village sur cinq et des mitrailleuses dans un village sur deux, des dépôts d'armes dans toutes les bourgades, des magasins d'habillement pleins de capotes et de bonnets fourrés.*²⁷

Dans le passage du conflit mondial à la guerre civile, l'expérience des insurgés paysans joue aussi à plein. Leur disposition à assumer rapidement une brutalité de grande ampleur participe aussi de l'escalade vers un affrontement armé frontal.

Une part importante de cette évolution tient toutefois à la réponse extrême apportée par les autorités austro-allemandes. A une manifestation dans un village, les occupants répondent par l'envoi d'un bataillon punitif de 250 soldats²⁸. La pacification tentée par les empires centraux initie un phénomène infini de radicalisation qui connaît son apogée pendant les années suivantes de guerre civile, où chaque action de la part des paysans et de l'Etat ne fait que mobiliser un peu plus l'autre parti. Selon un rapport du Commissariat du peuple aux Affaires intérieures russe (NKVD), de quelques milliers au début de l'occupation, 40 000 paysans ont ainsi repris les armes pour s'opposer aux armées d'occupation en juin 1918²⁹.

L'expansion de la violence se joue aussi dans la nature des techniques employées au cours de la pacification :

²⁵ AMAE 117CPCOM/684/34, "La situation en Ukraine" n°152.

²⁶ *Dokumenty o nemetskikh zverstvakh, op. cit.*, p.77.

²⁷ Mikhaïl BOULGAKOV, *La Garde blanche, La Garde blanche*, in *La Garde blanche. Nouvelles, récits, articles de variété*. Œuvres I, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1997, p.363.

²⁸ *Dokumenty, op. cit.*, pp.69-70.

²⁹ *Ibid.*, p.79.

Les personnes arrêtées ont été battues tous les jours plusieurs fois avec des bâtons et retenues pendant trois semaines, un mois, à Vinnitsa, au quartier général.

[...] A leur arrivée dans le village, encerclé, ils rassemblent tous les hommes près de l'école et commencent les exécutions - battue avec des bâtons faits d'arbres épineux, faisant du corps dans une plaie unique³⁰

Elles relèvent initialement de la discipline militaire : battues, incarcérations, etc. Mais les techniques employées empruntent rapidement, à mesure que les résistances s'organisent, aux techniques de guerre moderne :

Arrivés de Kharkov et de Minsk, des réfugiés ont indiqué que les Allemands ont cessé de battre et de fusiller. Au lieu de cela, ils ont simplement poussé tous les condamnés dans une grange avant d'user de gaz suffocant.³¹

En réaction à la mort de quelques soldats allemands, les officiers prennent le parti d'incendier des villages entiers, inaugurant des pratiques de pacification généralisées lors de la nouvelle invasion de 1941³². Si les violences des réquisitions peuvent être considérées comme périphériques, elles sont organisées et commandées par des officiers dans le cadre des représailles. L'intensité de la répression semble d'ailleurs largement reposer sur le commandant en charge des localités insurgées ; les gradés de la pacification sont de fait les seuls à déterminer la gamme des « ennemis » envisagés et des moyens à employer ; certains tentent de limiter leur action et de maintenir une apparence de relation avec les paysans, quand d'autres optent pour un affrontement ouvert³³. La politique d'occupation austro-allemande ne se caractérise plus alors seulement par son impunité, mais aussi par des logiques locales d'emballage et l'inscription de la soumission de populations jugées hostiles au cœur de ses pratiques, qui viennent morceler le territoire en autant de petites guerres localisées.

La logique à l'œuvre ne relève donc plus uniquement de l'occupation, mais aussi d'une guerre à outrance faite aux populations civiles, en vue d'éradiquer un ennemi, avec d'autant plus de largesse d'action qu'aucune loi ne protège ces paysans insoumis et que l'urgence de la faim sanctionne l'inaction des occupants par la mort de compatriotes allemands ou autrichiens. Cette logique ami/ennemi aux enjeux élevés réactive en territoire occupé les cadres de la mobilisation de la guerre mondiale. Le basculement de l'occupation de temps de guerre à une guerre d'occupation s'esquisse en mai, comme par exemple dans un village aux alentours de Kiev :

Dans le village se trouvait un détachement d'Allemands en vue de réquisitionner les céréales. Une fois le détachement entré dans le village, les paysans ont sonné l'alarme et se sont instantanément armés de faux, de fourches, de fléaux et pour certains même de fusils. Sur la place, la bataille tourna en faveur des paysans. Les Allemands fuirent, laissant cinq morts sur le champ de bataille. Le lendemain, le village fut investi par un grand groupe d'Allemands armés de mitrailleuses et de canons, qui arrêtèrent tous les habitants et les instigateurs de la résistance, soit environ 30 personnes, qui furent incarcérées. Leur sort est inconnu. [...]

Beaucoup de ceux qui se sont rendus ont été abattus sur place.³⁴

³⁰ *Ibid.*, p.75.

³¹ *Ibid.*, p.73.

³² AMAE, série URSS, 117CPCOM/684/34, "La situation en Ukraine" n°152 ; *Dokumenty, op. cit.*, p.76.

³³ N. M. MOGILIANSKII, "Tragediia Ukrainy", *Arkhiv Russkoi Revoliutsii*, t.11, Berlin, 1923, p.97.

³⁴ *Dokumenty, op. cit.*, p.78.

III. L'ENNEMI INTERIEUR

Pour les occupants, il faut trouver des responsables aux mauvaises réquisitions, aux résistances perpétuelles, à la lente désagrégation de leur armée, à sa démoralisation, et, à partir d'août, à la démobilisation d'unités entières, ponctuée de désertions³⁵. L'explication ne peut résider dans un rejet de la politique d'occupation brutale et à une résistance inattendue de la part d'Ukrainiens dont les autorités avaient pourtant appelé l'Allemagne au secours face au péril bolchevique. La cause est externe. Elle tient dans « l'atmosphère locale », dont l'« esprit révolutionnaire » contamine les armées³⁶. La chasse aux traîtres est une constante de toutes les sociétés prises dans la Grande Guerre ; mais ce qui relevait de la recherche d'éléments inféodés à l'étranger en 1914, se mue en stigmatisation de l'ennemi intérieur en 1918 dans un territoire annexé. Et par leur action de réprobation et de répression, les occupants austro-allemands de l'Ukraine ont accentué des fractures au sein d'une population dont la Révolution avait déjà initié un premier moment.

1) La politisation des tensions

La crainte d'un front d'opposition politique d'ampleur émerge notamment après la mort du maréchal Eichhorn, commandant allemand du groupe d'armée Kiev, assassiné en pleine rue à Kiev le 30 juillet par un terroriste socialiste-révolutionnaire, Boris Donskoï. Mark von Hagen, dont l'angle porte surtout sur les diplomates, évoquant notamment les messages échangés entre Kiev et Berlin, met ainsi au jour la crainte d'une vague de violences révolutionnaires qui frapperait tout l'empire allemand, de ces périphéries occupées jusque dans sa capitale. A administrer des territoires dangereusement révolutionnaires, Berlin et Vienne seraient mises en danger³⁷. La violence augmente d'autant plus en Ukraine que les empires centraux craignent de la voir contaminer leurs centres politiques et militaires et saper ainsi leurs espoirs de victoire. Peu au fait des clivages politiques issus de la révolution de 1917, les autorités d'occupation fonde en un seul bloc toute forme d'opposition d'inspiration socialiste ; le représentant du Ministère des Affaires étrangères allemand allant même jusqu'à qualifier d'« expérimentations communistes » l'action du Directoire nationaliste ukrainien, pourtant formellement opposé au pouvoir soviétique russe³⁸.

Par leur lutte de pacification, les armées d'occupation cherchent ainsi à peser dans le tournant pris par la révolution. D'armées antirusse, les Allemands et les Austro-Hongrois se muent en armées antibolcheviques. Cette inclination est par ailleurs exploitée par le jeune pouvoir soviétique, qui assimile, dans ses journaux et ses rapports, les occupants de l'Ukraine à des « gardes blancs », expression généralement attribuée aux armées antibolcheviques issues de l'ancienne armée russe. L'entrelacs entre lutte politique contre les éléments jugés subversifs et occupation militaire conduit ainsi à la militarisation de la répression politique, en d'autres termes, à l'emploi de techniques de guerre modernes pour écraser grèves et manifestations de masse que 1917 a pourtant massifiées.

³⁵ AMAE 117CPCOM/661/288-290, *Problèmes de l'Ukraine*, n°38.

³⁶ *Krakh germanskoi okkupatsii, op. cit.*, p.176.

³⁷ Mark von HAGEN, "The German Occupation of Ukraine 1918", in *War in a European Borderland. Occupations and Occupation Plans in Galicia and Ukraine, 1914-1918*, Seattle, University of Washington Press, 2007, p.97.

³⁸ Henry Cord MEYER, "Germans in the Ukraine, 1918. Excerpts from Unpublished Letters", *American Slavic and East European Review*, vol.9, n°2, avril 1950, p.106.

Le désir de mettre un frein au mouvement révolutionnaire en Ukraine se manifeste dès les premières semaines de l'occupation. Un journal à destination de l'Armée rouge décrit ainsi, à dessein d'informer autant que de mobiliser, la répression subie par les chantiers navals de Nikolaev, dans le sud de l'Ukraine, en avril 1918. Suite à des grèves importantes, les autorités allemandes envoient soldats et mitrailleuses pour mater l'agitation. Dans une logique d'escalade comparable à celle à l'œuvre dans les campagnes, les grévistes harcèlent les Allemands dans le but de leur soustraire leurs armes. L'envoi de nouvelles troupes solde la situation par un massacre. L'article de presse conclut :

La révolte a été réprimée, et des atrocités incroyables ont été commises...

Les Allemands ordonnèrent la reddition de toutes les armes et ont menacé de brûler les maisons dans lesquelles ils en trouveraient, ainsi que l'exécution de tous les résidents masculins de la maison.

En trois jours, sur cette base, ils ont fusillé jusqu'à 5000 personnes.

De nombreuses femmes et de nombreux enfants ont été touchés.³⁹

Des quartiers entiers eurent à subir des incendies, notamment autour du marché. Dans les rues, « il suffit de dire de quelqu'un "Voici un bolchevique" pour qu'il soit immédiatement saisi et fusillé »⁴⁰. Si le chiffre de victimes est impossible à vérifier, l'ordre de grandeur témoigne d'une ville transformée en champ de bataille, et dont les dirigeants, au premier rang desquels le maire, pourtant loin d'être favorable aux Rouges, sont recherchés pour être passés par les armes. Toute participation au pluralisme politique est perçue comme subversion et vaut alors condamnation à mort.

2) Judaïsme et bolchevisme

Dans la recherche de ceux qui les déstabilisent, les armées d'occupation ne se focalisent pas seulement sur les groupements politiques. Elles visent aussi à identifier les catégories de population responsables des retards de l'économie et de l'humeur de la population. Or le rôle d'intermédiaire économique sur les marchés et dans les campagnes est largement assuré en Ukraine occidentale et méridionale par les populations juives. Différentes proclamations et ordres accusent alors les Juifs d'entraver délibérément la politique de pillage des occupants. Ainsi le colonel en charge de la région de Kiev, le 18 juillet 1919:

La Kommandantur a reçu des informations selon lesquelles la majorité de la population juive, en particulier la plupart des marchands juifs, se livre sur le marché et de la manière la plus infâme à une propagande contre le gouvernement ukrainien et le pouvoir allemand, essayant de faire croire aux paysans que les Allemands, après les récoltes, s'apprêtent à réquisitionner tout leur blé. [...]

La Kommandantur allemande est avertie de multiples tentatives faites par les Juifs pour perturber l'ordre et la sérénité de la population. Elle poursuivra, sans indulgence aucune, tous ces individus dangereux⁴¹

Mais les gradés autrichiens ou allemands participent de la radicalisation de la haine ambiante contre les Juifs en proposant une généralisation de l'antisémitisme, appuyée sur une logique de

³⁹ *Dokumenty, op. cit.*, pp.73-74.

⁴⁰ *Ibidem*, p.74.

⁴¹ Archives d'Etat de l'oblast de Kiev, fond R-3050, Comité d'aide aux victimes des pogroms de Kiev (DAKO R-3050/1/266/1).

culpabilité collective, et en l'accusant parfois en place publique d'être à l'origine des difficultés économiques du pays. Dans une lettre du 25 août 1918 au rabbin d'Alexandria, le Commandant austro-hongrois de la ville menace :

Il est prouvé que certains représentants de la nation juive tentent de pousser nos soldats à commettre des délits :

1. *de nature politique*
2. *de nature économique (vol, rapine, commerce illégal d'armes, etc.)*

On sait combien les Juifs sont solidaires de leurs sentiments et de leurs actes. Afin de remédier aux agissements d'individus isolés et qu'il est le plus souvent impossible de prendre en faute, nous nous voyons obligés d'en rendre responsable la population juive dans son ensemble. A cet effet, que les Juifs raisonnables et bien pensants, qui gagnent leur vie en bourgeois assidus, détournent les mauvais éléments de leurs agissements nuisibles et s'ils ne le font pas, ils se feront les complices de ces éléments et devront en supporter les conséquences.

Les conséquences seront: des contributions imposées aux Juifs, des mesures de rigueur spéciales à leur égard.⁴²

Une telle logique de culpabilité collective s'appuie ainsi sur une série de préjugés antisémites instituant les Juifs en communauté solidaire et organisée – caractéristique peu envisageable dans une ville de près de 20 000 habitants où les Juifs constituent le quart de la population. La fréquentation des populations juives ukrainiennes réactive donc chez certains officiers supérieurs une série de clichés contre les Juifs renouvelés à la lumière de la guerre mondiale et de la révolution. Les Juifs y sont une communauté indéfectiblement soudée, prompts à la subversion politique malgré une apparente variété politique et un handicap en vue d'une mobilisation totale de la société. Autant de dimensions qui font notamment le lit du judéobolchevisme dans l'entre-deux-guerres, et que cette brève période d'occupation vient favoriser. Cette synthèse judéobolchevique se manifeste notamment par la liquidation des bataillons juifs d'autodéfense constitués en 1917 sur le modèle des années précédentes, pour endiguer les poussées antisémites. Les Allemands, qui les assimilent systématiquement à des insurgés probolcheviques, dissolvent les autodéfenses, quand ils n'en passent pas les responsables par les armes⁴³.

Ces proclamations émanent des officiers supérieurs au contact des populations. L'antisémitisme s'était déjà largement développé sur les marchés d'Ukraine en 1917, à la faveur des pénuries et de la révolution, occasionnant heurts et désordres anarchiques confinant parfois au pillage⁴⁴. Et il est par conséquent difficile de saisir si la réprobation des autorités austro-allemandes envers des populations juives vient d'une imprégnation d'avec les ressentiments locaux, pour ainsi dire canalisés par la voie de l'occupant, ou s'il est importé. De tels griefs agitent parfois la troupe, mais ils ne sont articulés que par leurs officiers, sans pour autant remonter aux hauts responsables de la politique d'occupation ; la confrontation sur le terrain avec les populations juives d'Europe orientale autant qu'avec les difficultés concrètes de l'occupation est essentielle à l'émergence du cliché judéobolchevique. Allemands et

⁴² Léo MOTZKIN, *Les pogromes en Ukraine sous les gouvernements ukrainiens, 1917-1920*, Paris, Comité des Délégations juives, 1927, Annexes, p.6.

⁴³ *Agence des Balkans et d'Orient*, Dépêche du 25/06/1918.

⁴⁴ Sur cette montée de l'antisémitisme et plus largement sur cette période des pogroms de la guerre civile, je me permets de renvoyer à Thomas CHOPARD, *Le Martyre de Kiev*, Paris, Vendémiaire, à paraître en janvier 2015.

Austro-Hongrois n'en apportent pas moins avec eux des clichés profondément ancrés sur les populations d'Europe orientale. Les modalités d'occupation s'avèrent notablement moins défavorables pour les républiques Baltes, où seules les minorités slaves, paysannes, ont à subir un sort aussi brutal qu'en Ukraine. Une altérité radicale était notamment creusée entre Germains et Slaves. Si une série de clichés contre les populations slaves ou juives de l'Empire russe préexistaient à l'occupation, ils ont structuré les modalités d'occupation qui venait en retour les confirmer, instaurant d'emblée une hiérarchie entre les nationalités⁴⁵. Il est toutefois notable qu'en 1918, aucune persécution antisémite d'envergure n'est envisagée par les occupants ; la répression demeure circonstanciée et localisée. Ce n'est qu'à la faveur du délitement des armées en novembre 1918, que des cas isolés de pogroms antisémites émergent au sein des armées austro-hongroises, prospérant sur l'absence d'encadrement et les rumeurs de défaite⁴⁶.

Avant cela, les arguments sécuritaires des occupants laissèrent le champ libre à leurs alliés ukrainiens et à leur antisémitisme. Suspectant eux aussi les Juifs de favoriser le pouvoir soviétique, d'espionner à son compte ou de cacher des armes, les Haïdamaks entrant à Kiev en mars 1918 ponctuèrent leur entrée dans la ville de meurtres de Juifs, scandant « Massacrons tous les youpins ! ». Vingt-deux corps furent retrouvés sur la seule colline Vladimir, au nord de la ville, tandis qu'un monastère voisin était transformé en lieu d'interrogatoire et de torture afin de débusquer les traîtres juifs. A la faveur de cette nouvelle invasion, les pogroms et l'antisémitisme, limités à la zone de front pendant la Première Guerre mondiale, devinrent un moyen d'isoler et de liquider les éléments jugés ennemis, pour les Ukrainiens eux-mêmes et à Kiev⁴⁷.

Une fois sonnée la fin de la Première Guerre mondiale, l'Ukraine avait déjà sombré dans un conflit de haute intensité. Après avoir reculé précipitamment face à l'avancée des troupes austro-allemandes en mars 1918, les Rouges, partisans d'un régime soviétique, envisagèrent une seconde offensive vers Kiev de grande ampleur. Mais le poids de la Grande Guerre, plus encore que dans les actions militaires, est prégnant dans les rapports entre les groupes sociaux et l'Etat, mis à bas dans sa légitimité et son potentiel de mobilisation par la révolution et sa manipulation par les occupants. Lorsque l'Armée rouge pénètre de nouveau en Ukraine fin 1918, les insurrections paysannes sont déjà armées et contrôlent des pans entiers d'un territoire qui s'est désagrégé. Structurée autour des affrontements politiques, la guerre civile n'en doit pas pour autant faire oublier les impératifs économiques d'une mobilisation totale de la société dans le cadre d'une guerre totale, qui tendent à radicaliser profondément les velléités de contrôle sur le corps social. Dans ce contexte, le rétablissement d'un Etat dans les campagnes, pro ou antibolchevique, n'est envisagé par tous les prétendants au pouvoir que via un affrontement ouvert avec la paysannerie, soit, dans les faits, avec d'innombrables chefs de guerre locaux dont l'écrasement signifie aussi la réunification de l'Ukraine. Dans le cas ukrainien, les quotas irréalisables de réquisition des occupants austro-allemands ont conduit à une rapide détérioration de la situation et ont participé d'une dégradation de l'agriculture et de

⁴⁵ Pour un panorama de ces préjugés contre les populations à l'est de l'Allemagne, voir : Christian BAECHLER, *Guerre et exterminations à l'est. Hitler et la conquête de l'espace vital, 1933-1945*, Paris, Tallandier, 2012. Sur l'occupation des autres territoires ayant appartenu à l'Empire russe : *Dokumenty o nemetskikh zverstvakh, op. cit.* ; ainsi que Vejas Gabriel LIULEVICIUS, *War Land on the Eastern Front. Culture, National Identity and German Occupation in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

⁴⁶ Voir par exemple : DAKO R-3050/1/223/9.

⁴⁷ *Razviet*, n°11-12, 07/04/1918.

l'économie nationale, montant notamment les paysans contre les intermédiaires économiques, en particulier les Juifs, et contre les représentants de l'Etat.

Conflits politiques interprétés militairement, pacification brutale des contestations sociales, soupçon généralisé à l'encontre de supposés ennemis intérieurs analysés en termes généralistes : l'ensemble de ces phénomènes ne fit que persévérer durant les années 1918-1922, de même que les réponses brutales qui y ont été apporté au cours de l'occupation de 1918. En ce sens, la guerre mondiale n'a pas seulement été un terreau favorable à un détournement politique de la « guerre impérialiste » en guerre civile, elle a joué un rôle décisif dans le façonnement de cette dernière dans ses modalités de violence effectives. Les belligérants de la Grande Guerre se greffant sur les conflits sociaux et politiques internes, ils ont permis le brouillage et la porosité entre ennemi étranger et ennemi intérieur, ouvrant d'emblée sur un degré de violence extrême et une mobilisation continue des hommes et de l'économie.